

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 38 • 18 SEPTEMBRE 2020 • CHF 3.-

A Vevey, la Biennale des arts visuels dévoile les cultures indiennes péruviennes page 4



NE: La jeunesse en force à La Chaux-de-Fonds pour les communales page 3



Des villes en première ligne

SUISSE • Face à la proposition minimale d'accueil de la Confédération, plusieurs villes, dont Zurich, Genève, Lausanne, Delémont ou Fribourg ont annoncé qu'elles étaient prêtes à recevoir des requérant.e.s en provenance de Lesbos après l'incendie qui a ravagé le camp de Moria.

Le 8 septembre, un incendie complètement détruit le tristement célèbre camp de réfugié.e.s de Moria, à quelques encablures maritimes de la Turquie. Dans ce lieu inauguré en 2013, devenu en 2015 un centre d'enregistrement et de contrôle (hotspot), plus de 13'000 personnes, dont 4000 enfants essaient de survivre depuis des mois voire des années dans une infrastructure prévue à la base pour 2000 personnes. Depuis quelques mois, l'apparition du Covid avait encore rendu plus dures les conditions de vie des habitant.e.s. «Depuis mars, les couvre-feux liés à l'épidémie de coronavirus et les restrictions de mouvements des demandeurs d'asile à Moria ont été prolongés sept fois pour une période totale de plus de 150 jours», relève ainsi Aurélie Ponthieu, spécialiste des questions humanitaires chez Médecins sans frontières. Cet enfermement sans aucune perspective a sans doute conduit à ce que certains réfugiés incendient par désespoir leur prison d'infortune. Et ce n'est pas la construction d'un nouveau camp de tentes de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), bâties dans l'urgence par la Protection civile grecque, couplée à la volonté du ministre grec des migrations, Notis Mitarachi, de maintenir les requérants dans l'île qui rabattront la volonté de départ des requérants.

Face à cette impasse, neuf villes suisses comme Zurich, Delémont, Fribourg, Genève ou Lausanne ont annoncé qu'elles seraient prêtes à accueillir rapidement des réfugiés en provenance de l'île grecque. «Le chaos, d'une ampleur inédite, met en lumière le besoin immédiat de moyens et de soutien dans les régions en conflit, le long des voies d'exil et aux frontières de l'Europe. Les citoyennes et citoyens, ainsi que les responsables politiques de nombreuses villes de Suisse sont convaincus depuis longtemps que cette crise humanitaire nécessite un engagement plus important de notre pays pour l'accueil de réfugié.e.s», expliquent conjointement les deux villes lémaniques et leurs maires, Sami Kanaan et Grégoire Junod, tous deux du PS.

«L'urgence de la situation n'a fait que s'aggraver entre la surcharge du camp, la gestion du Covid puis finalement cet incendie», argumente David Payot, municipal popiste de la Ville de Lausanne. «Notre objectif est que la Confédération organise dans les plus brefs délais une conférence nationale urgente sur le sujet. Cela permettrait de mettre tous les acteurs institutionnels –



Détruit par les flammes le 8 septembre dernier, l'ancien camp de Moria comptait près de 13'000 réfugiés dont 4000 mineurs.

Faktengebunden

Confédération, cantons et villes – à une même table afin d'éviter de se renvoyer la balle. Il faut coordonner les acteurs plutôt que de diluer les responsabilités. Nous voulons aussi mettre la pression sur la Confédération et faire entendre notre voix, qui représente aussi celle de la population suisse», souligne-t-il. «L'accueil des migrants relève de la Confédération et l'hébergement des cantons. Par cet appel à la Confédération, nous indiquons que nous sommes prêts à collaborer étroitement avec les cantons pour accueillir des réfugiés dans nos villes», développe le Grégoire Junod. «Nous collaborons en permanence avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) notamment lorsqu'il s'agit d'ouvrir de nouvelles structures ou de trouver des capacités supplémentaires d'accueil», explique-t-il encore.

Il faut dire que la ministre PLR de la justice, Karin Keller-Sutter a décidé d'adopter une position minimaliste sur le sujet, déclarant que notre pays n'accueillerait que 20 jeunes migrants non accompagnés. Très loin de l'Allemagne qui, par l'entremise de sa première ministre, Angela Merkel, vient de réviser sa position et se déclare favorable à l'accueil de 1'500 personnes, essentiellement des familles avec des enfants qui ont été reconnues comme réfugiés par les autorités grecques. A ce contingent s'ajoutent 100 à 150 mineurs isolés évacués du camp de Moria. La France fera de même. Rappelons aussi

que l'Union européenne (UE) est en train de plancher sur un nouveau pacte européen sur la migration et l'asile, qui sera présenté à l'automne. Celui-ci vise à «créer un cadre global, durable et à l'épreuve des crises pour la gestion de la politique d'asile et de migration au sein de l'UE». Du côté des organisations d'entraide comme l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), qui a participé à la consultation, on voudrait «un renforcement des voies d'accès sûres et légales vers l'Europe afin de ne pas rendre les personnes vulnérables dépendantes des passeurs et de ne pas les exposer à la violence, à l'exploitation et aux mauvais traitements».

La Suisse peut faire beaucoup plus

«La Suisse peut prendre plus de personnes du fait qu'un article de la loi sur l'asile stipule qu'il est possible d'octroyer, sous certaines conditions, un permis humanitaire ou de faire bénéficier les requérants d'un programme de réinstallation selon les critères du HCR», explique David Payot.

Dans la pratique, la réception d'un nombre plus élevé de réfugiés ne poserait pas de problèmes. «A Lausanne, si l'on parle de l'accueil d'enfants, nos écoles reçoivent 14'000 élèves. Scolariser quelques dizaines d'élèves supplémentaires est tout à fait possible, et représente un investissement pour leur avenir et le nôtre», explique le Municipal. A titre personnel, le magistrat

popiste lausannois tient à dénoncer les carences politiques des accords Schengen/Dublin. «Ce système charge les pays de la Méditerranée du plus gros des efforts d'accueil des requérants, alors qu'ils n'en ont pas les moyens. Cette assignation empêche les requérants de postuler dans des Etats où ils auraient plus de liens. Ce système accroît les problèmes plutôt que de les résoudre. Il faut le changer», soutient David Payot.

En juin dernier, 132 organisations et plus de 50'000 personnes avaient déjà déposé une pétition demandant au Conseil fédéral de participer à l'évacuation immédiate des camps de réfugiés grecs et d'accueillir un nombre important de personnes en Suisse. Huit villes suisses avaient déjà proposé des offres concrètes comme le financement des vols d'évacuation et des hébergements. «C'est une concertation que nous souhaitons développer entre les maires et syndics des grandes villes suisses. 70% de la population vit en zone urbaine et les villes sont aux premières loges de nombreux problèmes, sociaux, migratoires, climatiques. Nous devons être mieux entendus», assure Grégoire Junod. «Proposer l'accueil de 20 mineurs non accompagnés, comme l'a indiqué le Conseil fédéral, fait honte à notre tradition humanitaire», martèle-t-il. Le Conseil fédéral pourra-t-il plus longtemps faire la sourde oreille? ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Arnaque fiscale pour familles

Derrière le 3^e objet soumis au vote le 27 septembre, la «modification de la Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct», se cache une diminution de 370 millions des recettes fiscales. Il y aura donc moins d'argent dans le ménage fédéral. Ce qui en soi pose problème. D'autant plus aujourd'hui où les pouvoirs publics devraient plutôt chercher à augmenter leur marge financière. Ceci pour avoir la capacité de faire face à la crise sanitaire, sociale et économique que nous traversons. Mais aussi, de manière générale, pour permettre une meilleure redistribution de la richesse. Vous pourriez me rétorquer qu'une baisse d'impôt, c'est toujours bon à prendre, surtout en faveur des familles. Et que cela augmente le revenu disponible des ménages. C'est vrai en soi. Mais c'est là qu'il est pertinent de regarder ce que cette modification législative propose réellement, avant de se réjouir.

D'abord, pour bénéficier d'une baisse d'impôt réelle, il faut faire partie des familles avec enfants qui versent un impôt fédéral direct. Or, 44% de ces familles n'en paient pas, celles qui gagnent le moins. Elles auraient pourtant un urgent besoin d'avoir un peu plus d'argent à la fin du mois! Et tous les contribuables modestes, encore au moins 10% (ne payant pas d'impôt fédéral), ne tireront aucun bénéfice de cette baisse d'impôt non plus.

Ensuite, parce que les impôts sont heureusement progressifs. Donc, en théorie, plus l'on gagne, plus le pourcentage prélevé sur le revenu est élevé. Sauf qu'il s'arrête à 11.5% dès 160'000 frs de revenu annuel pour l'impôt fédéral. Ce qui en soi est injuste et même contraire à la Constitution disant que chacun doit payer selon ses moyens (mais c'est un autre débat). Ainsi, les déductions générales – comme c'est le cas ici – sont beaucoup plus favorables pour les hauts revenus (qui retombent alors dans une tranche de revenu imposable où le pourcentage prélevé est moindre): une famille avec 2 enfants au revenu imposable de 80'000 frs payera 257 frs d'impôts en moins. Et celle dont le revenu imposable est de 200'000 frs, 910 frs.

C'est donc une vraie arnaque: seuls les 13% les plus riches seront les vrais gagnants. Cette réforme est un véritable cadeau fait aux nantis par les pauvres et la classe moyenne. Cela sous couvert de favoriser une politique familiale. De plus, cette option diminue fortement les recettes de la Confédération. C'est ainsi un non clair qu'il faut déposer dans les urnes le 27 septembre.

Bernard Borel

La gauche populaire affiche ses ambitions

JURA • CS-POP entame sa campagne pour les élections cantonales jurassiennes d'octobre, avec des listes dans les districts des Franches-Montagnes et de Delémont et une candidature combative de Francisco Pires au Gouvernement.

Comme annoncé dans l'édition du 4 septembre dernier, CS-POP se lance dans la course au législatif et à l'exécutif jurassiens. Pour le Gouvernement, la coalition «CS-POP et Gauche en mouvement» présente le syndicaliste Francisco Pires, militant issu du milieu ouvrier. Cette candidature se veut combative, sans être pour autant agressive. Les Jurassiens auront ainsi l'opportunité de glisser dans l'urne un bulletin avec cinq personnalités de gauche, dont trois femmes, avec les deux candidates du Parti Socialiste et les deux personnes issues des Verts.

Une liste aux Franches-Montagnes

Pour la première fois depuis la création du Canton du Jura, une liste CS-POP est déposée dans la circonscription électorale des Franches-Montagnes, qui a droit à dix sièges. Les cinq candidats seront cumulés sur la liste. Il s'agit de personnes issues des milieux syndicaux et actives dans diverses organisations politiques, dont le POP jurassien. Francisco Pires, un temps président de la section jurassienne, est secrétaire syndical chez UNIA. Monique Walker, retraitée depuis peu, est vice-présidente de Syna Jura et fut présidente de l'ASLOCA-Transjura. Aurélien Mouche, conducteur de trains aux chemins de fer du Jura, est président de section au syndicat des transports SEV et conseiller communal aux Genevez. Quant à Iria Boillat-Pires, aide-soignante, elle fut membre du comité de la toute jeune section franc-montagnarde du POP et conseillère communale aux Breuleux. Le soussigné, Julien Negri, formateur dans un centre professionnel, est actuellement secrétaire du POP jurassien.

Une liste complète à Delémont

Comme à l'accoutumée depuis plusieurs années déjà, la liste dans l'arrondissement de Delémont est complète, avec 16 femmes et 14 hommes. Diverses personnalités connues du mouvement CS-POP, ainsi que des membres de la société civile se partagent cette liste qui se veut ouverte. Des personnes ayant participé aux élections communales en 2018 ont été recontactées et ont accepté de tenter l'aventure. Selon Rémy Meury, coordinateur de la campagne, «C'est une liste extrêmement solide, peut-être plus que lors des législatures précédentes...».

La possibilité de présenter des listes dans les trois districts avait été évoquée mais n'aura malheureusement pas lieu cette année. Les candidats potentiels contactés dans le district de Porrentruy étaient trop peu nombreux pour les 20 places en jeu. Cette première prise de contact laisse cependant de grands espoirs de constituer une antenne en Ajoie et d'ainsi renforcer l'influence du mouvement dans le Canton du Jura.

Des objectifs réalistes

Les objectifs affichés par le comité de campagne lors de la dernière assemblée sont réalistes, visant deux sièges en plus au Parlement (un troisième à Delémont et un aux Franches-Montagnes). Pour le Gouvernement, la gauche sera certainement amenée à faire bloc lors du second tour, pour tenter d'obtenir la majorité, ce qui semble à sa portée. La section jurassienne du POP souhaite d'ores et déjà une campagne fructueuse à tous les candidats de la liste CS-POP et Gauche en mouvement. ■

Julien Negri et Jean-Pierre Kohler

La liste nominative du district de Delémont est à consulter sur www.cspop.ch



Pour la première fois, une liste CS-POP est déposée dans la circonscription électorale des Franches-Montagnes. De gauche à droite: Aurélien Mouche, Julien Negri, Monique Walker, Francisco Pires (également candidat au Gouvernement) et Iria Boillat-Pires.

La campagne en quelques dates

Samedi 19 septembre

Journée d'action à Delémont (9h30-12h)

Vendredi 25 septembre

Assemblée générale extraordinaire de CS-POP à l'aula de l'école primaire à Bassecour

Samedi 26 septembre

Journée d'action dans les Franches-Montagnes (à partir de 10h à Saignelégier puis déplacements dès 14h dans d'autres communes, apéritif offert au Pub Charleston aux Breuleux dès 19h avec prestation musicale de Jean-François Donzé).

Samedi 3 octobre

Présence à Porrentruy (9h30-12h au marché)

Et dans les médias:

Lundi 21 septembre

Matinale sur Radio Fréquence Jura (RFJ) avec Francisco Pires

A partir du 28 septembre

Diffusion des débats concernant l'élection au gouvernement sur Canal Alpha

Lundi 28 septembre

Débat RFJ sur la candidature au Gouvernement avec Francisco Pires

Mardi 29 septembre

Débat RFJ sur les candidatures au Parlement avec Rémy Meury

5, 6 et 7 octobre

Diffusion des débats concernant le parlement sur Canal Alpha

GE: parkings ou mobilité douce?

Actuellement, la loi fédérale sur la circulation routière contraint, pour n'importe quels travaux d'aménagement, de compenser chaque place de parking supprimée en surface par des places en parking souterrain, et ce dans un périmètre assez proche. Il s'agit d'une contrainte extrêmement rigide, qui rend difficile la réalisation d'aménagements indispensables. Elle rend problématique de faire place aux transports publics, aux piétons, ainsi que de réaliser les aménagements pour la mobilité douce, pourtant aussi exigés en votation populaire. «En Ville, ce sont les transports publics et les piétons qui doivent être favorisés, et non la voiture, pour des raisons de qualité de vie, des problèmes de pollution et de fluidité de trafic», estime le Parti du Travail. Il appelle à accepter les modifications à la loi fédérale et à la loi cantonale pour une mobilité cohérente et équilibrée (LMCE), soumises au vote le 27 septembre.

Avec ces modifications, des dérogations à cette compensation seront possibles lorsqu'un aménagement permet d'améliorer la fluidité (pour la réalisation de la moyenne ceinture routière, par exemple) ou la sécurité (ainsi pour mieux assurer la circulation des piétons). «A l'heure de l'urgence climatique, il est indispensable de réduire sans tarder la place prise par les voitures. Mais, pour être socialement juste, voire simplement viable, cela doit être accompagné de vraies solutions de rechange: aménagements pour la mobilité douce, développement de la desserte en transports publics et baisse des tarifs», relève le PdT. Opposé à la modification de la loi, le TCS dénonce déjà «la suppression rapide de 4000 places de parking en surface». A comparer aux 110'000 places privées et publiques qui existent sur l'ensemble du canton de Genève. ■

Réd.



La jeunesse en force à La Chaux-de-Fonds

NEUCHÂTEL • Avec quatre candidat.e.s aux communales, les Jeunes POP sont largement présents aux élections de la cité horlogère. Lara Zender, Yannick Vuillème et Cyril Babando présentent leurs buts, visions et projets pour la politique de la Ville.

Quels sont vos buts en vous présentant aux élections?

LARA ZENDER En me présentant à ces élections, je veux représenter la jeunesse de notre ville. Les jeunes sont très peu présent.e.s au Conseil général. Avec ma candidature, j'ai envie de montrer que l'on peut avoir 20 ans et faire de la politique, car il n'y a pas d'âge pour s'engager activement et plus concrètement pour sa ville. Je veux également pouvoir amener ma contribution au fonctionnement et aux prises de décisions de la ville.

YANNICK VUILLÈME J'aimerais que les classes populaires aient des élus dans les parlements qui défendent leur cause. Dans une Suisse où les riches sont plus que puissants, c'est important que des voix s'élèvent partout où c'est possible pour que notre société soit plus juste et égalitaire. Le parlement en fait partie.

CYRIL BABANDO Je veux m'investir pour créer le changement dans la politique communale, amener une vision plus solidaire et de partage. Ces élections permettent aussi de participer activement à la vie du parti, et de lier les Jeunes POP à la politique communale.

Qu'est-ce que les Jeunes POP peuvent apporter à la politique communale?

LZ En tant que jeunesse de parti, les Jeunes POP apportent à mon sens un regard nouveau sur les sujets et sur l'image de la politique de manière générale. Il me paraît important que les jeunes puissent s'exprimer avant d'être totalement pris dans la vie active, et pour certain.e.s un peu désillusionné.e.s dans leurs idéaux. Nous pouvons, comme n'importe quel autre parti, amener nos idées et nos projets afin de faire vivre notre ville, et participer activement à la politique communale. Plusieurs de nos projets concernent directement la politique neuchâteloise, comme la campagne



Transports écologiques et gratuits, suppression de toute image sexiste dans l'espace public; développement de la gérance communale au programme.

pour les apprenti.e.s que nous menons en ce moment.

YV Nous apportons des positions progressistes, qui défendent l'égalité. Parce que les classes ouvrières et paysannes, les chômeurs, les personnes en formation et les migrants (entre autres) ne doivent plus subir ces politiques profondément injustes que des siècles d'exploitation ont mis en place. **CB** Les Jeunes POP peuvent apporter une vision politique jeune et révolutionnaire, ainsi qu'une grande présence auprès de la population dans le cadre de campagnes politiques, mais aussi de fêtes et de stands.

Quel lien veux-tu avoir avec la population en tant que Jeune POP et candidat.e?

LZ Je veux pouvoir représenter la voix des citoyen.ne.s et défendre au mieux leurs revendications. Je pense que la politique ne peut être vraiment efficace, et dans notre cas populaire, que si l'on

est à l'écoute de la population. Je pense donc qu'être jeune me permet de toucher mes contemporain.ne.s et de leur montrer que les jeunes ont leur place et peuvent se faire entendre en politique.

Je pense aussi que des rencontres entre les élu.e.s et la population peuvent être très intéressantes et instructives pour tou.te.s. Lors de celles-ci, nous pourrions notamment nous présenter, discuter des sujets que les élu.e.s défendent au Conseil général, et la population pourrait faire part de ses préoccupations et revendications. Cela permettrait d'avoir une politique réellement proche des gens et de leurs envies.

YV Mon but n'est pas d'être un mec qui siège dans un parlement et qui sait mieux que tout le monde, mais de représenter réellement les classes opprimées. Pour pouvoir faire cela correctement, il ne faut pas s'isoler, il faut être dans la rue avec la population.

CB J'apprécie particulièrement d'être présent aux stands du parti, discuter de politique dans les bars et en manifestation. Je pense que pour représenter dignement la population, il faut être présent auprès d'elle en tout temps, et pas uniquement lors de campagnes électorales. C'est ce que nous faisons aux Jeunes POP et au POP.

Quels sont les projets concrets que vous aimeriez mener à bien si vous êtes élu.e?

LZ J'aimerais pouvoir amener la campagne pour les apprenti.e.s devant le Conseil général et le Conseil communal. J'aimerais par ma position pouvoir améliorer leurs conditions de travail, et faire en sorte que leurs droits soient respectés, car ils représentent une part de l'avenir de la population active.

Il me tient aussi à cœur de soutenir les projets et les services liés aux jeunes, comme les activités du Service de la jeunesse ou du Parlement des jeunes.

La ville doit encourager ces initiatives et développer ces infrastructures qui font vivre la jeunesse de notre ville. Je veux pouvoir soutenir les initiatives pour un plus grand centre piéton dans la ville, tel que le projet de la place du marché piéton. On a pu voir s'épanouir une convivialité et un espace sécurisé pour les enfants et tou.te.s les habitant.e.s au centre-ville.

YV La liste est longue, mais voici quelques points à titre d'exemples: des transports écologiques, et notamment le développement de transports publics gratuits et d'espaces piétons; une plus grande taxation des entreprises; la suppression de toute image sexiste dans l'espace public; le développement de la gérance communale pour des loyers meilleur marché; des espaces gratuits pour les associations et les manifestations à but non-lucratif; un soutien actif aux initiatives comme le Skate Park - projet pensé par des jeunes pour des jeunes; le maintien et l'extension de services publics forts; la création d'une politique d'intégration active; la mise en place d'une éducation accessible à tout.e.s. Et pour d'autres exemples, n'hésitez pas à aller lire notre programme électoral!

CB J'aimerais améliorer la démocratie au sein des services publics en instaurant des assemblées d'employé.e.s ainsi que la révocation des élu.e.s qui ne respectent pas leurs engagements. Je souhaite également apporter une vision soucieuse de l'impact humain sur les écosystèmes (dans ce sens, des transports publics gratuits), appuyer le développement de la gérance communale pour des logements plus abordables, développer l'imposition des grandes entreprises et des multimillionnaires, une meilleure intégration des personnes bénéficiaires de l'aide sociale et améliorer le fonctionnement de ce service. ■

Propos recueillis par Léa Aligizakis



Chère lectrice, cher lecteur,

Vous tenez entre vos mains la troisième livraison 2020 du journal du POP vaudois, *Résistance*, qui apparaît régulièrement dans les colonnes de *GaucheBdo*. Comme vous le savez, notre journal ne bénéficie d'aucun soutien public, ni de la manne de la publicité commerciale. Il reste un journal indépendant et critique des réalités et des injustices d'ici et d'ailleurs. Nous ne pouvons compter que sur vous pour poursuivre notre chemin éditorial grâce à vos abonnements ou dons. Toute contribution est donc la bienvenue.

Notre CCP: 12-9325-6, *GaucheBdo*, 1205 Genève, IBAN CH900900000120093256

Constituante valaisanne: non au vote des étrangers

La Constituante, qui prépare une nouvelle loi fondamentale pour le canton, s'est penchée sur de nouveaux droits politiques. Une commission avait proposé, au niveau communal, pour les permis C, l'introduction du droit de vote et d'éligibilité à toutes les fonctions sauf à la présidence; au niveau cantonal, était défendue l'introduction du droit de vote pour les permis C après au moins une année de résidence dans le canton. Le plénum du 4 septembre dernier a enterré ces propositions, la droite (PDC, PLR, UDC) ayant eu le dessus face à la gauche et à Appel citoyen, seule composante non partisane qui comprend 16 élu.e.s sur 130. Le Valais reste ainsi le seul canton romand à tirer un trait sur toute forme de vote pour les étrangers résidents.

On avait espéré de la Constituante une avancée dans ce domaine, mais le réveil est bien triste. Le Valais parie toujours sur la modernisation en tant qu'avantage permettant d'accroître le bien-être général. Mais malheureusement il vient de se refermer comme une huître. Nous voulons une nou-

velle Constitution avant-gardiste et non rétrograde. Apparemment la majorité de nos constituant.e.s a été mal choisie... On a oublié les étrangers qui ont creusé les tunnels pour ouvrir le pays à la prospérité. Sans compter ces bâtisseurs ayant sué sang et eau, et pour certains côtoyé la mort, pour construire le barrage de la Grande Dixence. Ou ceux qui en 1965 perdirent la vie lorsqu'un pan de glacier s'effondra sur les baraques du chantier de Mattmark. Les valeurs d'un pays sont avant tout celles de son peuple, à travers la reconnaissance, la diversité et les différences. Nous voulions un Valais plus proche de la réalité, plus moderne, en lien avec plus de la moitié des autres cantons... Et bien cette fois c'est bel et bien raté... «Que voulons-nous laisser en héritage?», c'est la pensée que doit avoir les constituant.e.s. Qu'il.elle.s en oublient leurs dogmes et soient visionnaires... Pas sûr que la majorité de ces élu.e.s y arrive.

Le Valais, qui se voulait progressiste en réformant sa constitution, vient de fermer la porte à la modernité. ■

Fred Nouchi

L'image à l'ère de l'inattendu en forêt

EXPO • A Vevey, la Biennale des arts visuels propose un périple au cœur de forêts. Il dévoile des cultures indiennes péruviennes («Aya»). Mais aussi les sites et chansons de violences contre les femmes dans l'Amérique sudiste («Dark Waters»).



Réactiver les rituels chamaniques dans une atmosphère brumeuse de dialogue entre les mondes et avec la Nature. «Chaman». Série «Aya», 2020.

Yann Gross & Arguiñe Escandón

Malgré les contraintes sanitaires, sur le terrain de la résidence d'artistes de La Becque, on arpente en plein air l'exposition *Aya*, qui signifie en langue indigène quechua «fantôme, âme, esprit, mort ou cadavre». Le mot désigne aussi l'esprit d'un défunt privé de rituel funéraire, prisonnier entre les mondes des vivants et celui des trépassés. Afin de repousser cet esprit, les indigènes utilisent du tabac soufflé, plante cardinale du chamanisme. Le couple artistique et à la vie formé du Veveysan Yann Gross et d'Arguiñe Escandón, native de Bilbao, refigure cette «iconographie mystique». On découvre ainsi des hommes soufflant du tabac avant de pénétrer dans la forêt ou lors d'un rituel, le bain de fleurs. Le duo a fait l'expérience sensorielle d'un mode de prise de vue initiatique. Ceci en consommant de l'*ayahuasca*, puissante plante hallucinogène utilisée depuis des millénaires par des tribus chamaniques, lors de leur premier séjour au cœur de l'Amazonie péruvienne en janvier 2017.

Imaginaires amazoniens

A l'entrée de l'exposition, l'œil s'arrête sur des instantanés ethnographiques du 19^e s. réalisés par l'explorateur et photographe franco-allemand Charles Kroehle lors de la colonisation pour l'extraction du caoutchouc. Ainsi une carte postale colorisée où des indigènes péruviens posent derrière la dépouille d'un crocodile. Puis aux palissades vertes d'un enclos, s'affichent des portraits d'indiens péruviens privilégiant les tons sourds et assombrés. Prenez cette femme de 94 ans portant une aile de grue, reflet d'une poétique du vivant. «Dans nos cultures, on voit ce cliché telle une image iconique, religieuse, l'aile d'un ange. Or pour ces communautés indigènes, il s'agit d'un élément utilisé lors de cérémonies où l'humain devient animal de la forêt. Dans la réalité amazonienne, le rapport au végétal, au non-humain est de l'ordre de prélever ce qui satisfait aux besoins essentiels. Une manière de réguler la faune dans un rapport respectueux à un écosystème dramatiquement impacté au Brésil par l'agriculture intensive et les incendies. Mais moins au Pérou avec l'exploitation du pétrole et l'orpaillage», estime Yann Gross.

D'où un saisissant dialogue entre une

représentation archétypale de l'exotisme et le vécu des artistes auprès de communautés visant à réinsuffler à la jungle quelque chose de sa présence et de son esprit originels. Une manière singulière de questionner la construction des imaginaires.

Tirages naturels

Effectués grâce à des plantes exotiques et médicinales, certains tirages sont suspendus aux hautes branches d'un arbre qu'entoure une enceinte boisée. Stefano Stoll, directeur du Festival Images Vevey souligne «un lien fort au photographique. Plutôt que le révélateur chimique, un jus de plantes amazoniennes est utilisé. Pour réinventer une technique de développement photo.» L'humain perd ici son statut d'exception, il n'y a pas de hiérarchie entre espèces, dans une vision fidèle à l'animisme. «Au moment de sa destruction massive, la forêt semble encore traversée par des esprits, des prophéties et les puissantes forces de la nature», écrit Joël Vacheron dans le livre accompagnant l'exposition (Ed. RM).

Violences de la culture populaire

Grâce au Grand Prix Images Vevey (40'000 frs), Kristine Potter, installée à Nashville, berceau de la musique country, a conçu *Dark Waters*. Soit une série interrogeant les archétypes et manifestations de la violence extrême innervant la culture populaire masculine du Sud des Etats-Unis. Premier volet: de somptueux portraits noir-blancs de femmes habillées comme à l'époque coloniale et baignés à l'accrochage d'une lumière évoquant un au-delà sépulcral. Second temps, des sites forestiers et fleuves avec le principe de l'eau-miroir. L'esthétique s'inspire ici de la grande tradition de la photographie de paysages américaine. Voici des lieux-dits aux noms glaçants tel *Etang du viol*. Il s'agit d'«une composante narrative comprenant personnes, objets ou événements saisis près de l'eau, comme répondant à l'énergie des sites», relève la photographe.

Ballades de meurtriers

Pour Stefano Stoll, la question ici posée est la suivante: «Comment les violences faites aux femmes durant les processus de colonisation du Sud des Etats-Unis imprègnent encore tant la culture que les

paysages américains?» Pour son film d'inspiration lynchienne, l'artiste met en scène, dans un noir-blanc charbonneux, les concerts de cinq musiciens country folk interprétant dans un bar des *Murder Ballads*, ballades cruelles traditionnelles sudistes. «Nombre de femmes tuées dans ces chansons le sont en forêt. Avant d'être abandonnées sur place ou dans le lit de rivières. Les raisons de ces meurtres sont que la compagne est enceinte, a regardé un autre homme ou ne voulait pas se résoudre au mariage. Ou toute manière d'être hors du contrôle et de l'emprise du meurtrier», souligne l'artiste.

L'ultime titre a été écrit pas son interprète, Jim Lauderdale. Il y dépeint les femmes victimes de ces chansons revenues hanter leurs bourreaux, «un chant vengeur», selon Kristine Potter. Marquée par un rythme paisible et une étrange beauté, la plus tristement célèbre est la sinistre *Knoxville Girl*. Un homme se promène avec une femme qu'il bat à mort alors qu'elle le supplie. Puis jette son cadavre à la rivière Il est incarcéré à vie à vie «parce que j'ai assassiné cette fille de Knoxville, la fille que j'aimais si bien», chante-t-il. Ou le supposé amour à mort.

Si le dispositif impressionne par sa mise en espace, le travail s'inscrit dans une approche classique convoquée pour l'investigation photographique. Elle alterne portraits et images documentaires de lieux mémoriels ou plutôt suggestifs, ajoutant des éléments de fiction. Que l'on songe aux réalisations plus complexes dans leur narration de Virginie Rebetez (*Out of the Blue* autour d'une jeune disparue aux Etats-Unis) ou Laia Abril, photographe archivée des violences faites aux femmes (*Lobismuller, Feminicides*). A l'en croire, Kristine Potter convoque photographie et film pour «créer une structure narrative qui entre et sort de la réalité, des faits, du récit et de la mythologie». Ceci afin que le spectateur «remette en question ce qui est réel, séduisant et effrayant.» Vertigineux et dérangeant. ■

Bertrand Tappolet

Images Vevey. Jusqu'au 27 septembre.
www.images.ch. Sites des artistes:
yanngross.com et kristinepotter.com

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Grandeur et misère de l'édition

Comme les lectrices et lecteurs de *Gauchebo* le savent, puisqu'elles et ils ont lu mon journal de semaine en semaine, pendant le confinement, encouragée par mes auteur.e.s, j'ai décidé de publier un livre sur le sujet, contenant les poèmes et textes que nous avons échangés pendant 3 mois et dont Anouk Dunant a fait un blog. J'y ai inséré le récit (terrifiant) de René Magnenat, auteur, qui a été atteint du Covid-19, des photos de Jean-Jacques Kissling sur Genève déserte, ainsi que mon journal. Ce livre représente une page d'Histoire qu'il sera essentiel de revisiter dans quelques années, pour retrouver le déroulement de l'étrange période que l'humanité vient de traverser. Je l'ai tiré en juillet à 400 ex., au lieu des 200 habituels. Exceptionnellement, je l'ai envoyé aux librairies et aux médias genevois, pensant susciter leur attention. A part le compte rendu de Pierre Jeanneret dans *Gauchebo* (n° du 4.9.20), 2 articles par 2 proches dans *Signé Genève* (TdG du 9.9 par Maryelle Budry et par René Magnenat), je n'ai reçu aucune réponse. Je veux bien que les rédactions soient cernées par des piles de livres qui forment des tours menaçantes, mais je regrette qu'un ouvrage de ce genre, écrit par des Romand.e.s, dont une majorité de Genevois.e.s suscite aussi peu de réactions. Quant aux librairies, elles n'ont pas dû le mettre en évidence, puisqu'aucune commande de m'a été passée par leur intermédiaire. L'annonce sympa passée en juin par *Gauchebo*, touchant 2000 lecteurs, lectrices potentiel.le.s, n'a suscité aucune souscription... Heureusement, il reste les connaissances et ami.e.s qui ont bien voulu soutenir l'éditrice, les auteur.e.s, le projet.

Début juin, Sami Kanaan annonce qu'il va organiser des «petits formats culturels» en remplacement des grands événements annulés. J'envoie un dossier: la lecture d'extraits du livre sur le confinement par 15 à 20 auteur.e.s, accompagnée par deux musiciens avec qui j'ai déjà travaillé. Le délai est court, mon projet s'insère dans les critères, je suis confiante. Un mois plus tard, je reçois une réponse négative. La Ville a reçu... 356 projets! Et n'en a retenu que 18. Je suis déçue, naturellement, mais relativise l'échec, et décide d'organiser moi-même la lecture, avec les mêmes musiciens et la participation d'une danseuse. Il faut trouver un lieu, une date, envoyer un mot aux 38 auteur.e.s, recueillir les inscriptions...

Enfin, la présentation, annoncée par *Gauchebo*, *Le Courrier* et la *Tribune de Genève*, a lieu à la villa Dutoit, Petit-Saconnex, samedi 12 septembre à 18h30. Une quinzaine d'auteur.e.s (autant de femmes que d'hommes), les musiciens François Mützenberg (flûtes à bec) et Thierry Clerc (guitare et fonds sonores), la danseuse Christine Zwingmann se retrouvent à 15h pour répéter. Je passe sur les arrivées tardives, le texte et les lunettes oubliées. Première remarque, non exprimée: la tenue négligée de la majorité des hommes, alors que les femmes sont pimpantes et bien habillées. Je demande aux auteur.e.s de marcher depuis l'entrée jusqu'à l'alcôve, qui sert de scène, en criant une phrase de peur ou de colère au sujet du coronavirus et du confinement. Magnifique imagination. Puis nous opérons les enchaînements, entre le journal et les textes, annoncés «confinement» jour 1, jour 10, 13... jusqu'au jour 87, le dernier avant le déconfinement. La plupart des auteur.e.s sont accompagnés par Thierry Clerc, qui interprète mezza voce l'atmosphère des textes. François Mützenberg utilise ses flûtes à bec pour créer des intermèdes, tandis que la danseuse Christine Zwingmann improvise ses danses expressives.

Nous terminons la répétition vers 17h. François et Christine précisent leurs interventions, Thierry discute avec les auteur.e.s. Bruno et un ami portent et placent les chaises pour le public et pour nous, des tables pour l'apéro, qui sera servi à l'extérieur. Il est intéressant d'observer comment se répartissent les rôles. Les cakes et gâteaux ont été cuisinés par des femmes, ce sont les femmes qui se dirigent vers la cuisine pour les couper, les garder au frigo, mettre les salés, les radis, les tomates cerise dans des coupelles, les placer sur de grands plateaux, déposer la vaisselle, les couverts, les serviettes sur les tables extérieures, ouvrir le cube de jus de pomme, etc. Les hommes sont allés fumer et discuter sur la terrasse...

Le public commence à arriver, une quarantaine de personnes remplissent la salle, et nous commençons le spectacle... Les jours et les morceaux de musique s'enchaînent, la danseuse arrive par le fond, en robe beige et ocre, masque divisé en deux, puis en noir, en blanc, changeant chaque fois de masque... Un texte parle d'oiseaux, François les interprète, Christine les imite, merveille. Le public est attentif, ému, aussi, parfois, il rit, c'est magique... Le dernier texte arrive, François joue un dernier morceau, Christine interprète une dernière danse, les applaudissements crépitent, le sourire est sur toutes les lèvres.

Sophie s'occupe des livres, les femmes se précipitent pour apporter les boissons et les vivres sur les tables de l'extérieur, nous trinquons à l'amitié et à la littérature.

Puis il a fallu ranger: les restes de l'apéro, les livres, les tables. Une fois de plus, les femmes furent au front. A part François Mützenberg, également responsable de la villa Dutoit, les hommes avaient déserté.

Même dans un cadre amical et culturel, la charge de l'intendance repose sur les femmes... Alors quoi, les mères ont mal éduqué leurs fils, les épouses leur mari? Et les pères? Où étaient, qu'ont fait les pères? On me dit que la jeune génération se répartit les rôles de manière égalitaire. Espérons!

Huguette Junod